



Assemblée générale

Distr. générale
3 juin 2019
Français
Original : anglais

Soixante-quatorzième session

Point 116 c) de la liste préliminaire*

Élections aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres élections : élection de membres du Conseil des droits de l'homme

Note verbale datée du 30 mai 2019, adressée à la Présidente de l'Assemblée générale par la Mission permanente de l'Allemagne auprès de l'Organisation des Nations Unies

La Mission permanente de l'Allemagne auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments à la Présidente de l'Assemblée générale et a l'honneur de se référer à la candidature de l'Allemagne aux élections au Conseil des droits de l'homme pour la période 2020-2022, qui se tiendront pendant la soixante-quatorzième session de l'Assemblée générale.

En conséquence, conformément à la résolution [60/251](#) de l'Assemblée générale, le Gouvernement allemand a l'honneur de vous faire tenir ci-joint un récapitulatif des engagements pris volontairement par l'Allemagne par lesquels celle-ci réaffirme sa volonté de promouvoir et de respecter tous les droits de l'homme et de participer activement aux travaux du Conseil des droits de l'homme (voir annexe).

La Mission permanente de l'Allemagne serait reconnaissante à la Présidente de l'Assemblée générale de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente note verbale et de son annexe comme document de l'Assemblée générale.

* [A/74/50](#).



**Annexe à la note verbale datée du 30 mai 2019 adressée
à la Présidente de l'Assemblée générale par la Mission permanente
de l'Allemagne auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Candidature de l'Allemagne au Conseil des droits de l'homme
pour la période 2020-2022**

**Engagements pris volontairement en application de la résolution [60/251](#)
de l'Assemblée générale**

1. La République fédérale d'Allemagne a l'honneur de présenter sa candidature aux élections au Conseil des droits de l'homme pour la période 2020-2022.
2. Durant ses précédents mandats en tant que membre du Conseil des droits de l'homme, dernièrement de 2015 à 2018, l'Allemagne a donné la preuve de son profond attachement au Conseil et à ses mécanismes, dont elle a assuré la présidence en 2015 et la vice-présidence en 2018. L'Allemagne est fermement convaincue que la coopération entre États doit s'inscrire dans un cadre multilatéral équitable, reposant sur des règles, dans le domaine des droits de l'homme comme dans d'autres sphères, et s'appuyer résolument sur les piliers de la société civile, notamment les institutions nationales de défense des droits de l'homme. Elle présente une nouvelle fois sa candidature au Conseil pour continuer de promouvoir les droits de l'homme dans toutes les instances internationales et de l'ONU.
3. Les droits de l'homme sont la pierre angulaire de la politique étrangère de l'Allemagne et de ses activités de coopération pour le développement. La dignité humaine et les droits inviolables et inaliénables de l'être humain sont consacrés par l'article premier de la Loi fondamentale allemande en tant que « fondement de toute communauté humaine, de la paix et de la justice dans le monde ». La Loi fondamentale non seulement garantit le respect des droits de l'homme en Allemagne, elle fait également obligation au Gouvernement fédéral d'œuvrer à la protection de la dignité humaine et des libertés fondamentales partout dans le monde. L'Allemagne est fermement convaincue de l'universalité des droits de l'homme, telle qu'énoncée par l'Organisation des Nations Unies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. Elle est persuadée que la paix, la sécurité et le développement durable ne peuvent se cristalliser que lorsque les droits de l'homme sont respectés et que la liberté et la dignité de chaque être humain sont protégées. Dans le cadre de sa politique étrangère et de sa politique de développement, elle continue de s'employer à réduire la pauvreté, à assurer une croissance durable et à promouvoir une action climatique ambitieuse à l'échelle mondiale au moyen de stratégies tournées vers l'avenir.

Droits de l'homme en Allemagne

4. La protection, la promotion et le respect des droits de l'homme commencent en Allemagne, où la réalisation des droits de l'homme est une tâche permanente. Elle est partie aux principales conventions relatives aux droits de l'homme, qui ont été transposées en droit interne. Elle a pris d'importants engagements en matière de protection des droits de l'homme et apprécie à leur juste valeur les points de vue de ses partenaires concernant la façon de mieux respecter, protéger et faire prévaloir ces droits dans le pays. Elle attache à cet égard une grande importance aux résultats de l'Examen périodique universel et aux recommandations des organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme et a adressé aux titulaires de mandats au titre des procédures spéciales une invitation permanente à se rendre dans le pays.

5. L'Allemagne considère la politique relative aux droits de l'homme comme un instrument transversal touchant tous les secteurs de la société. L'application de l'article 3 de la Loi fondamentale allemande par lequel la République fédérale s'est engagée en faveur de l'égalité des genres, l'élaboration d'un plan d'action national pour mettre en œuvre la Convention relative aux droits des personnes handicapées, l'action menée afin d'appuyer l'intégration des réfugiés et des migrants et l'égalité des chances et l'exécution du plan d'action national de lutte contre le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme et l'intolérance qui y est associée sont quelques exemples de sa volonté constante d'améliorer la situation des droits de l'homme dans le pays.

6. L'Institut allemand pour les droits de l'homme, institution nationale indépendante créée en mars 2001, adhère aux Principes de Paris (statut A). Il suit de près les activités du Gouvernement en la matière et les soumet à un examen critique, notamment dans le cadre du rapport sur la situation des droits de l'homme dans le pays, qu'il présente chaque année au Bundestag.

Engagement international de l'Allemagne en faveur des droits de l'homme

7. L'Allemagne s'attache à protéger les droits de l'homme et à en promouvoir le respect partout dans le monde en abordant les questions y relatives dans le cadre des dialogues et des consultations politiques qu'elle mène au niveau bilatéral, en apportant son soutien et sa coopération technique à des projets visant à améliorer la situation des droits de l'homme et en prenant systématiquement en compte cette question dans ses programmes de coopération pour le développement, ses projets humanitaires et ses activités de prévention des conflits.

8. La déléguée du Gouvernement fédéral à la politique des droits de l'homme et à l'aide humanitaire, qui est le point de contact pour toutes les questions y relatives, participe à des dialogues sur ces questions dans le monde entier et entretient des liens étroits avec les représentants de la société civile et le Bundestag.

9. Dans le cadre de son engagement résolu en faveur d'un ordre multilatéral et en sa qualité de membre non permanent du Conseil de sécurité en 2019/20, l'Allemagne appuie l'adoption d'une approche globale pour la sécurité. Elle intègre systématiquement la question des droits de l'homme dans ses travaux et constate que, dans bien des cas, les violations de ces droits figurent parmi les causes profondes des conflits.

10. Fervente défenseuse de la Cour pénale internationale, l'Allemagne continuera de tout mettre en œuvre pour que la Cour puisse travailler aussi efficacement que possible et reçoive un large soutien de la communauté internationale ; elle continue également de fournir un appui politique et financier à d'autres mécanismes spéciaux qui contribuent à la lutte contre l'impunité, tels que le Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables ou le Mécanisme d'enquête indépendant pour le Myanmar.

11. L'Allemagne appuie résolument le Conseil des droits de l'homme et ses mécanismes depuis sa création. Elle a joué un rôle de premier plan dans plusieurs domaines clefs relatifs aux droits de l'homme, notamment en concourant à l'élaboration des mandats de quatre rapporteurs spéciaux concernant les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement, la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants, le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant et le droit à la vie privée.

12. L'Allemagne s'engage à :

- a) continuer de défendre l'universalité et l'indivisibilité des droits de l'homme ;
- b) continuer d'appuyer un système multilatéral permettant de promouvoir et de protéger les droits de l'homme, et engager un dialogue et resserrer la coopération avec les autres États Membres et la société civile ;
- c) mettre pleinement à profit son double statut de membre du Conseil de sécurité et du Conseil des droits de l'homme en 2020, si sa candidature est retenue, en mettant en corrélation les questions relatives à la paix et à la sécurité et celles relatives aux droits de l'homme afin de renforcer le lien entre les travaux menés par l'Organisation des Nations Unies à New York et à Genève ;
- d) appuyer et renforcer le cadre de travail du Conseil des droits de l'homme, principale instance de l'ONU en matière de droits de l'homme, et prendre une part active aux débats relatifs à l'efficacité du Conseil et à son statut institutionnel ;
- e) continuer de soutenir la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et de promouvoir l'indépendance de ses fonctions ;
- f) poursuivre sa coopération étroite avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, notamment en apportant un appui politique et financier substantiel à ses travaux ;
- g) coopérer étroitement avec les mécanismes du Conseil des droits de l'homme, notamment en renouvelant aux titulaires de mandats au titre des procédures spéciales son invitation permanente à se rendre en Allemagne ;
- h) continuer de contribuer activement à l'Examen périodique universel en formulant des recommandations à l'intention de tous les États ;
- i) appuyer activement le renforcement des organes conventionnels de l'ONU en vue d'accroître leur efficacité et leur efficience tout en garantissant leur indépendance et celle de leurs experts ;
- j) continuer de promouvoir le rôle de la société civile au Conseil des droits de l'homme et de soutenir activement les défenseurs des droits de l'homme partout dans le monde ;
- k) continuer d'œuvrer à la réalisation des objectifs de développement durable et de promouvoir une approche du Programme de développement durable à l'horizon 2030 qui soit fondée sur les droits de l'homme ;
- l) continuer de jouer un rôle de premier plan sur la question du droit fondamental à l'eau potable et à l'assainissement, grâce à plus de 10 années d'expérience, en mettant l'accent sur une approche durable et des projets concrets au niveau local, pour faire en sorte que les populations dans le besoin puissent exercer ce droit ;
- m) mettre à profit ses fonctions de membre de la Commission de la condition de la femme et d'autres organismes internationaux pour promouvoir la participation des femmes sur un pied d'égalité et appuyer l'établissement de normes et la réalisation des droits des femmes ;
- n) adopter un programme national d'action de lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles dans le cadre d'une démarche globale prenant également en compte la violence sexuelle et fondée sur le genre ;
- o) exécuter le deuxième plan d'action national relatif à la mise en œuvre de la résolution [1325 \(2000\)](#) du Conseil de sécurité sur les femmes et la paix et la sécurité

pour la période 2017-2020 et élaborer un troisième plan d'action national sur la question ;

p) en tant que membre de la Coalition pour les droits égaux, combattre la violence et la discrimination à l'égard des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes, soutenir l'Expert indépendant sur la protection contre la violence et la discrimination fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre et promouvoir les Principes de Jogjakarta sur l'application de la législation internationale des droits humains en matière d'orientation sexuelle et d'identité de genre ;

q) continuer de défendre le droit à la liberté d'expression, de lutter pour la liberté de la presse et la protection des journalistes et de combattre les discours haineux ;

r) continuer de plaider en faveur de la liberté de religion et de croyance et du dialogue interconfessionnel, comme s'y emploie notamment le délégué du Gouvernement fédéral pour la liberté de religion dans le monde ;

s) maintenir son engagement en faveur de la mise en œuvre des Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, aux niveaux tant national qu'international, notamment en élaborant un programme ambitieux pour assurer le suivi du plan d'action national en la matière pour la période 2016-2020 ;

t) continuer de protéger et de promouvoir les droits de l'enfant, en particulier ceux qui sont touchés par un conflit armé, tant à l'ONU qu'à l'Union européenne ;

u) participer activement au débat relatif aux répercussions que les changements climatiques, les catastrophes écologiques et l'utilisation de l'intelligence artificielle, entre autres, pourraient avoir sur les droits de l'homme ;

v) continuer de présenter tous les deux ans au Bundestag le rapport complet du Gouvernement fédéral sur les droits de l'homme, y compris un plan d'action en faveur des droits de l'homme ;

w) mettre pleinement en œuvre le plan d'action du Gouvernement fédéral en faveur des droits de l'homme pour la période 2018-2020 et continuer de faire en sorte que les droits de l'homme bénéficient de l'appui de tous les acteurs publics.